

Arrêté N° 2026_00441_VDM

SDI 22/0891 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ N°2024 01205 VDM
75 RUE D'ALGER - 13005 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2023_01497_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité - procédure urgente n° 2023_03721_VDM, signé en date du 21 novembre 2023, interdisant pour raison de sécurité l'occupation et l'utilisation de l'appartement du troisième étage, côté rue, de l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n° 2024_01205, signé en date du 15 avril 2024, prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger dans l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME,

Vu l'attestation établie le 14 janvier 2026 par le bureau d'études techniques [REDACTED]

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 19 janvier 2026, constatant la réalisation effective des travaux définitifs mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME,

Considérant l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME, parcelle cadastrée section 821H, numéro 0037, quartier La Conception, pour une contenance cadastrale de 1 are et 50 centiares,

Considérant que le représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble est le cabinet [REDACTED]

Considérant que les travaux de second œuvre sont en cours de réalisation et qu'il est rappelé aux copropriétaires qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il ressort de l'attestation établie par [REDACTED] dirigeant du bureau d'études [REDACTED] que les travaux de réparation définitive ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME,

Considérant que la visite des services municipaux en date du 19 janvier 2026 a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1 Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitive, attestée le 14 janvier 2026 par Monsieur François MILHEM, dirigeant du bureau d'études 3TECH CONCEPT (SIRET n° 901 868 851 00014), dans l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME, parcelle cadastrée section 821H, numéro 0037, quartier La Conception, pour une contenance cadastrale de 1 are et 50 centiares appartenant, selon nos informations à ce jour, au syndicat des copropriétaires représenté par [REDACTED]

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité n° 2024_01205_VDM, signé en date du 15 avril 2024, est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.

Article 2 L'accès à l'appartement du troisième étage, côté rue de l'immeuble sis 75 rue d'Alger - 13005 MARSEILLE 5EME, est de nouveau autorisé. Les fluides de cet appartement peuvent être rétablis.

Article 3 À compter de la notification du présent arrêté, le logement peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification ou l'affichage du présent arrêté.

Il est rappelé qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au syndicat des copropriétaires de l'immeuble tel que mentionné dans l'article 1 du présent arrêté.

Celui-ci le transmettra aux propriétaires, aux ayants droit éventuels ainsi qu'aux occupants.

Article 5 Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le :

Signé électroniquement par : Patrick AMICO

Date de signature : 06/02/2026

Qualité : Patrick AMICO

